



Le Premier Secrétaire

Parti Socialiste

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 00
Fax : 01 47 05 15 78

www.parti-socialiste.fr

Monsieur Philippe TOUZET
Syndicat Sud RATP
4, Rue Henri Barbusse
94110 ARCUEIL

N/Réf : FH/MB/SR/n° 31736

Paris, le 16 OCT. 2006

Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier et vous en remercie.

Nous avons indiqué depuis l'origine que la réforme Fillon sur les retraites était injuste vis à vis des assurés sociaux les plus défavorisés, dangereuse puisqu'elle incite au recours aux fonds de pension, et inefficace puisqu'elle ne permet pas d'assurer l'équilibre des comptes sociaux dans les années à venir. Le déficit important constaté au sein de la branche vieillesse dès l'année 2005 le confirme pleinement.

Il conviendra donc de tout remettre à plat, en cas de victoire électorale de la gauche au printemps 2007. Cette initiative supposera d'abord une vraie négociation avec tous les partenaires sociaux concernés ; elle exigera d'autre part de mettre au cœur de la discussion, la question de la pénibilité des métiers ; elle conduira nécessairement à une décision d'augmentation des recettes du régime général avec une sollicitation plus marquée des revenus financiers et de ceux du capital.

De 1997 à 2002, la gauche n'était pas restée inerte sur le sujet. Le gouvernement Jospin avait créé le Conseil d'Orientation des Retraites, dont chacun loue, aujourd'hui, la qualité des travaux et des prévisions. Il avait également instauré un fonds de réserve abondé à concurrence de plus de 20 milliards d'euros. Il avait tenu aussi à abroger la loi Thomas sur les fonds de pension. Enfin et surtout, il avait directement contribué à la création de plus de 2 millions d'emplois, ce qui constitue encore la meilleure manière d'assurer le financement des retraites, d'aujourd'hui et de demain.

Le rapport de la Cour des Comptes concernant les comptes sociaux montre à quel point la droite a lourdement échoué depuis 4 ans, sur ce terrain. Les contre-réformes Fillon sur les retraites et Douste-Blazy sur l'assurance-maladie constituent des échecs majeurs ; les perspectives de déficits sont inquiétantes.

Face à cette situation, la droite, dans la confusion, et dans la polémique interne à son camp, met l'accent sur les régimes spéciaux, qu'elle n'a jamais pris en compte lors de la réforme de l'été 2003, pour mieux préparer les esprits à de nouvelles atteintes au droit à une retraite décente.

Ce faisant, elle occulte délibérément les vrais privilèges : ceux des stock-options, des salaires mirobolants, et des « parachutes dorés ». Elle oublie également de poser le problème des régimes des non-salariés.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de toute ma considération.

Bien à vous,


François HOLLANDE